

Suite de l'article « Repère pour quelques jours décisifs » Les ressources disponibles pour l'adaptation ne doivent pas être utilisées pour compenser la perte de revenus du pétrole résultant des actions pour la réduction des émissions.

Avant la fin de la semaine, des décisions sur les **financements** doivent être prises pour créer un Fonds pour le Climat sous l'égide et l'autorité de la COP, en même temps qu'un processus pour clarifier l'importance de ce Fonds et garantir des ressources suffisantes pour l'adaptation ainsi que les mécanismes et les outils qui généreront les revenus nécessaires.

Nous avons entendu que certains pays développés ont soulevé des doutes quant à leur possibilité de contribuer à un Fonds sous la UNFCCC en raison de contraintes constitutionnelles ou légales. Ce sont de simples manœuvres tactiques pour retarder une décision, en utilisant le Fonds comme monnaie d'échange pour obtenir des concessions des PED sur d'autres questions comme les analyses et les consultations internationales.

Les négociations sur les **Mécanismes de flexibilité** rencontrent, comme prévu, des difficultés, y compris sur le choix même du texte à utiliser.

Cependant deux choses au moins devraient être faites. D'abord, les failles dans les mécanismes existants doivent être supprimées maintenant. Un exemple majeur est celui des surplus d'UQAs. Ensuite, des principes adéquats devraient être définis pour des



Des milliers de manifestants se sont rejoints à Cancun mardi pour un accord équitable pour le climat.

-- Photo credit: Oxfam

négociations supplémentaires sur LCA. Si de nouveaux mécanismes doivent être discutés pour avancer, ils doivent aller au-delà de la compensation. Et ils doivent réduire l'écart de Gigatonnes, pas l'augmenter. D'autres principes importants devraient aussi être définis, comme la prévention des comptages doubles, l'additionnalité et la contribution au développement durable.

Il est très ennuyeux que l'option de laisser le CCS *en dehors* des MDP ait disparu du projet de texte envoyé au CMP. Le SBSTA devrait au moins s'attaquer à la création d'incitations perverses pour augmenter la dépendance des carburants fossiles.

Sur les sols et les forêts, le message est simple

mais rappelons-le : éliminer les échappatoires ! Pour ce qui est du respect des formes légales, ECO demande aux Parties d'établir des processus ouverts et transparents pour discuter de leurs propositions, à la fois pendant et après Cancun. De même, comme le Mandat de Berlin a apporté la clarté sur la forme juridique du processus des négociations qui a abouti au Protocole de Kyoto, les Parties devraient se mettre d'accord à Cancun sur des mandats pour confirmer la deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto ainsi qu'un accord juridiquement contraignant pour LCA et les présenter pour adoption à la COP 17 en Afrique du Sud.

« La transition juste » vers un nouveau monde possible

Que font les négociateurs lorsqu'un accord est trouvé ? Ils le sortent du texte !

Cela pourrait sembler bizarre mais cela continue d'arriver dans la discussion sur la Vision Partagée.

L'appel à une économie faiblement émettrice qui assure une transition juste et la création d'emplois adaptés a été admise il y a longtemps comme devant faire partie du texte, tout comme la question du genre, les droits des peuples indigènes et d'autres éléments importants d'une telle initiative sur le climat.

Pourtant cette référence essentielle a mystérieusement disparu du nouveau texte de vision partagée. Et cela malgré le soutien de l'Argentine aux États-Unis et à toutes les autres parties en présence.

Qu'est-ce qui se passe ? La référence à la transition juste est destinée à obtenir le soutien des travailleurs du monde envers ces négociations.

Ce processus international doit motiver les peuples, donner l'espoir sur notre capacité à améliorer leur vie et montrer qu'un autre monde est possible.

Les négociations se concentrent à raison sur « jusqu'où nous devons aller » pour réduire les émissions, pour le financement, la technologie et le renforcement des capacités. La transition juste est le chemin équitable pour « comment en arriver là ». Le monde a besoin d'un climat et d'une économie durables et cela exige un pont vers un avenir avec des emplois adaptés à la nouvelle donne.

Des financements équilibrés pour l'adaptation

ECO redoute que le tout petit gâteau des financements pour l'adaptation oblige les pays en développement à se battre. Considérons que la meilleure stratégie contre la faim est d'augmenter l'apport de nourriture.

Les pays, et parmi eux ceux les plus vulnérables, devraient être clairs et fermes : les financements pour l'adaptation ne doivent pas être une petite part des fonds totaux, comparés à l'atténuation.

Au moins 50% des nouveaux financements climat devront être réservés à l'adaptation. ECO se montre optimiste ; les parties vont trouver un accord pour établir le fonds ici et clarifier les sources

Le Brésil fait marche arrière

Il semblerait que le Brésil soit son propre pire ennemi : non seulement le Président Lula a déclaré publiquement la semaine dernière que les négociations de Cancun ne conduiront à rien, mais en plus, le parlement brésilien est sur le point de donner le coup de grâce à tout réel espoir de réduction des émissions de GES. Les remarquables et récentes avancées du Brésil pourraient bien être stoppées net.

Les émissions annuelles de GES du Brésil, tous secteurs économiques compris, sont d'environ 2 GteqCO₂. En 2010, le Brésil a annoncé un nouveau record de réduction de ses émissions, salué par ECO et le monde entier. La déforestation y a par ailleurs largement chuté, passant, pour l'Amazonie, de plus de 27 000 km² en 2004 à moins de 6 500 km² en 2010.

Et pourtant, la chambre des représentants est sur le point d'approuver un nouveau code de la forêt qui constituera l'approbation la plus honteuse de l'histoire récente à une participation au changement climatique. Près de 370 sur les 513 représentants sont prêts à approuver ce retour en arrière.

Ce projet accorde l'amnistie à la dégration et la déforestation illégales, réduit les zones de protection le long des rivières et supprime l'obligation de réserves légales pour les propriétés rurales d'une certaine taille et une réduction pour les grandes propriétés.

Quand le Brésil a approuvé l'Accord de Copenhague, son engagement était de réduire ses émissions de 36,1% à 38,9%, soit, pour le dernier, de 1 GteqCO₂. Cependant, une étude récente, coordonnée par un groupe d'ONG reconnues, comprenant la Fundação Boticário, le WWF-Brésil, TNC-Brazil, IMAZON, SPVS et Conservation International, démontre que ne serait-ce que deux des nombreuses modifications prévues par le projet de code de la forêt engendreront une très forte augmentation des émissions du Brésil et une baisse de ses capacités de stockage de carbone.

Ainsi, tout d'un coup, l'ensemble des forêts brésiliennes sont à nouveau en danger majeur. Et dans ce cas, la cause primaire en est une conséquence directe de l'activité humaine – un vote.

Le monde a été transporté par les grands progrès du Brésil en termes de réduction de la déforestation. Nous devons avoir aujourd'hui la responsabilité de dire que le fait de tourner le dos à ces avancées majeures serait une grave erreur.



Le Monde Merveilleux du Canada

Ce doit être fantastique de vivre dans le monde magique du dossier de l'environnement du Canada. Dans ce pays enchanté, un communiqué de presse vaut autant que la loi, et qu'interdire l'exploitation du charbon ou polluer c'est la même chose.

Vous pouvez dire au Parlement et aux médias que vous avez publié une réglementation visant à interdire le charbon, mais de retour dans le monde normal, vous n'avez rien fait de la sorte.

Lorsque le Parlement a demandé au ministre de l'Environnement quelle serait sa stratégie pour Cancun, il a répondu que le Canada est le seul pays au monde avec un vrai plan d'action pour l'interdiction de la production d'électricité par l'exploitation du charbon et qu'il a déjà rendu publique la réglementation pour atteindre cet objectif. Mais revenons à la réalité.

Il n'y a pas de plan d'action public et il

n'existe aucune réglementation visant à interdire l'exploitation du charbon. Ce que le gouvernement a effectivement fait, c'est d'annoncer que les émissions de gaz à effet de serre liées à la production d'électricité par l'exploitation du charbon seront réglementées à partir de 2015, et que les projets de réglementation seront publiés en avril 2011.

Le même jour, le commissaire à l'environnement du Canada a publié un rapport indiquant que « la santé des Canadiens et de l'environnement naturel du Canada, les collectivités et l'économie sont vulnérables aux impacts du changement climatique, et le gouvernement n'est pas prêt à y répondre ».

Le Canada devrait revenir de ses petites vacances dans la zone de distorsion de la réalité et reconstruire la confiance et la transparence attendues à ces négociations.

Quel futur pour les MDP?

Depuis des années, les marchés carbonés sont dans l'anxiété quant à leur futur en l'absence de clarté sur la situation post 2012. Ces craintes atteignent de nouveaux sommets durant cette COP, entre les pays qui proposent que le futur des mécanismes de flexibilité soit garanti quelle que soit la situation par ailleurs, et les ateliers qui discutent des propositions complexes sur comment gérer d'éventuels intervalles.

ECO a quelques conseils directs pour les gouvernements et les marchés carbonés inquiets du futur des mécanismes de flexibilité. Il suffit de persuader votre gouvernement de l'Annexe 1 d'accepter

une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto ici même. Cela réglerait votre problème. Et pendant que vous y êtes, vous pouvez peut-être leur demander d'adopter des objectifs de réduction bien plus ambitieux et de régler la question de l'air chaud.

Cela permettra aux marchés de fonctionner bien plus efficacement, avec un meilleur signal prix et une réelle intégrité environnementale. Comme le système ETS de l'UE l'a démontré dans sa première phase, une sur-allocation peut tuer le marché tout autant que l'incertitude sur la situation à long terme.

Renforcement des capacités (contre désespoir)

Puisque que les pays développés réclament des mesures d'atténuation aux pays en développement, on pourrait penser qu'ils feraient tous la queue pour appuyer le texte LCA qui prévoit un effort drastique au renforcement des capacités.

Mais bizarrement, ce n'est pas le cas.

Depuis le tout début de la CCNUCC, les pays développés traitent le renforcement des capacités (RC) comme quelque chose d'essentiellement volontaire, privé, bilatéral et seulement après-coup, comme quelque chose qu'ils ont déjà décidé de faire. Plus récemment, ceci était en train de changer. Les options de renforcement des capacités ont été introduites dans le texte LCA depuis près d'un an maintenant. Mais même avec une lecture attentive du texte CRP1 et CRP2, vous risquez de ne pas vous en rendre compte.

La plus forte options dans le texte LCA - *lancement d'un groupe technique pour concevoir et lancer un cadre intégré pour le renforcement des capacités (RC), un lien actif vers de nouvelles ressources financières (y compris une composante de conception pour le renforcement des capacités dans tous les nouveaux mécanisme financier multi-fenêtre), et un cadre juridique de verrouillage sur les obligations des pays développés pour soutenir les RC* - ont tout simplement disparu dans un nuage de fumée.

Pourquoi cela? Ca n'aurait pas de sens de construire séparément des composants pour les efforts de lutte contre le changement climatique dans les pays en développement - que ce soit dans l'adaptation (NAPA), l'atténuation (NAMA), de la technologie (TNA) ou à travers le conseil d'administration avec MRV.

Que ce soit pour un inventaire, des normes fiduciaires ou un accès direct, le renforcement des capacités est nécessaire pour les développer les synergies entre les actions.

Et cela permet de viser l'un des éléments clés que pays développés se disent le plus souhaiter: le rapport coût-efficacité. Mais où allons-nous maintenant que le RC est systématiquement supprimé dans le texte CRP? Il en faut moins pour déprimer tout le monde. ECO estime que ce ne sont pas les pays en développement ne veulent pas adopter une approche nouvelle. Ils font ce qu'ils peuvent avec des ressources limitées et des promesses d'aide à long retard. Au lieu de cela, le défi radical semble être pour les pays développés de dépasser leur rhétorique et de relever un défi qu'ils n'aiment vraiment pas: celui de travailler en collaboration avec les pays en développement.

L'Europe des 27 peut-elle passer à 30%

Si les remarques de Christina Figueres au 'WBCSD climate day' sont exactes, le Protocole de Kyoto est dans l'impasse et certains pays refusent de s'engager dans une deuxième période en raison de la résistance du secteur privé. Regardons avec attention pourquoi les Etats membres de l'UE ne veulent pas aller vers la fourchette de réduction des émissions de 25 à 40% suggérée par le GIEC pour les pays développés.

Premièrement, est ce que les citoyens européens soutiendraient un mouvement dans cette direction? Bien entendu, et le Parlement Européen a d'ailleurs voté le passage unilatéral à un objectif de 30%. Est-ce que le système ETS de l'UE a un impact disproportionné sur les acteurs du pétrole et du charbon? Pas vraiment, il existe trop d'échappatoires pour ne pas effectuer ses réductions. Alors que pense l'industrie fossile du 30%? Elle y est opposée vu qu'un renforcement du système ETS aurait un impact réel sur les investissements dans les énergies fossiles, tandis que l'économie verte prospérerait. Mais surtout, est-ce que rester à

20% permettrait de débloquer la situation et de passer à une deuxième période d'engagement? Bien sûr que non, car le Japon et la Norvège seraient dès lors les seuls pays ambitieux de l'Annexe 1. Et vu ce que le Japon pense de cette option, nous ne sommes pas près d'avancer.

Ensuite, est ce que les échappatoires dans les décisions COP aideraient à augmenter la crédibilité de l'Europe? Pas même dans vos rêves les plus fous. Mais est ce qu'un objectif de réduction des émissions augmenterait les revenus des enchères de droits d'émissions? Oui. Et plus ces enchères seront proches de 100%, plus il sera aisé de financer l'adaptation, REDD et l'atténuation dans les pays en développement. Peut-on imaginer que la présence de tous les ministres européens signifiera un changement de position sur le passage à 30%? Que pensent vraiment les leaders européens? Nous avions auparavant une assez bonne idée de cela, mais leur position est plus confuse aujourd'hui. Il est temps pour l'UE de regagner le leadership sur le climat qu'elle a si longtemps fourni.

Une bonne alimentation

Dans son quatrième rapport d'évaluation, le GIEC a clairement stipulé: « *La malnutrition liée aux événements climatiques extrêmes peut être l'une des conséquences les plus importantes des changements climatiques en raison du nombre très important de personnes qui pourraient être touchées.* »

En outre, une publication récente de l'IFPRI a estimé que la malnutrition des enfants pourrait augmenter jusqu'à 20% d'ici 2050 sous la contrainte climatique par rapport à un scénario sans changement climatique. Mais la nutrition est encore à l'écart lors des négociations climatiques.

Il y a une reconnaissance croissante de la nécessité d'aborder les impacts du changement climatique sur la nutrition. Tous les intervenants au side event de l'OMS et

du PAM qui s'est tenu le 6 Décembre ont affirmé l'urgence de cette question, jusqu'à présent négligée.

Le Jour de l'Agriculture et du Développement Rural de 2010 recommande fortement que « l'action sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la faim doit être explicitement incluse dans les accords post-2012 en particulier au sein du texte de l'AWG-LCA. »

Les Parties devraient rappeler que le changement climatique affecte directement la sécurité alimentaire et la nutrition de milliards de personnes, que l'ampleur des efforts pour faire face à la malnutrition est sous-estimée.

Il est maintenant temps d'agir en veillant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle liée au changement climatique, et en intégrant la sécurité nutritionnelle dans le texte de la LCA. Tel est le message clef du Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition (UNSCN), dont le plan d'action peut être téléchargé à www.unscn.org.



Fossile du Jour

#1 - États-Unis

Pour s'opposer aux objectifs de réductions agrégés d'émissions des pays développés de 25-40% d'ici 2020 par rapport à 1990.

#2: Canada

Pour prétendre que la future régulation du charbon existe déjà

#2: Europe

Pour fermer les yeux sur « l'air chaud »

REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie le ministère français de l'écologie (MEDDTL) et la Fondation du Prince Albert II de Monaco pour leur soutien financier (le contenu de ce bulletin n'engage en rien ces deux partenaires) ainsi que tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro et l'équipe de l'ECO anglais. ECO français est disponible sur :

www.rac-f.org

eco



ÉDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les organisations non gouvernementales depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP16 - MOP 6, Cancun, Nov-Décembre 2010
Pour recevoir ECO directement par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org

Repères pour quelques jours décisifs

Chers Ministres, c'est encore ECO. Peut-on vous prendre un moment ? Oui, vous l'avez deviné, vous avez ici, entre vos mains, la liste des décisions simples et encore faisables qui restent à prendre cette semaine. Beaucoup d'entre vous trouvent que les choix sont trop multiples, et que s'en tirer par une pirouette en dépit des différences serait le plus confortable. Mais souvenez vous que cette figure là ne marche qu'une fois. Une déclaration politique de haut niveau, cela ne le fera pas. Nous avons besoin d'un vrai accord à Cancun, pas une redite de la honte de Copenhague. Les choix ne deviendront pas simples et facile comme par magie. Mais le chemin vers des réalisations concrètes n'est pas loin.

ECO se demande ce qui se passe dans les négociations de la « **Vision Commune** ». Nous avons entendu murmurer des améliorations sérieuses et nécessaire, comme la reconnaissance de la nécessité de réduire les concentration atmosphériques du CO₂ à moins de 350 ppm et de limiter la hausse des températures à 1,5°C, de même que la reconnaissance de la responsabilité historique et du lien entre les droits humains et les actions liées aux changements climatiques. Tous ces éléments doivent être inclus dans cette vision commune. Elle doit en effet être solide et claire, et montrer notre intention collective d'assurer des conditions vivables sur cette planète, pour nous et pour les générations futures.

Mais, chers Ministres, ECO va finir par s'étouffer à force de le répéter ! Les milliards de tonnes de déficit des engagements (le « Gigaton Gap » en anglais), vous semblez l'avoir oublié. Comme l'affirme

le PNUE dans son rapport, la distance reste énorme entre les engagements posés par les Parties à Copenhague, et les réductions nécessaires pour que la planète ne dépasse pas 2°C de réchauffement, et à fortiori les 1,5°C nécessaires pour éviter des impacts catastrophiques.

Pourtant, la dernière version du texte sur **l'atténuation** ne reconnaît pas cet écart entre Gigatonnes et science, ni ne propose un calendrier pour le réduire. Un des résultats de Cancun doit être de préciser explicitement le chemin vers cette ambition nécessaire.

ECO appelle aussi les Parties à sécuriser les engagements déjà acquis, pour que ces actions et promesses soient renforcées d'ici à l'année prochaine, pour les inscrire alors dans une forme juridiquement contraignante en Afrique du Sud.

ECO se félicite que le texte sur le **MRV** ait évolué dans les dernières semaines d'une coquille vide de 36 mots à une réelle base de négociation. Mais il reste du chemin à parcourir. Les rôles se sont inversés ici à Cancun et nous entendons finalement parlé davantage de besoin pour un MRV amélioré des pays de l'Annexe 1, incluant les règles communes de comptage, ainsi que le MRV sur les finance utilisant un format de reporting commun. C'est bien... Seulement, les États-Unis et d'autres pays développés continuent à demander une transparence renforcée aux pays en développement mais restent bien timide sur la manière d'améliorer la leur. L'établissement d'un Mécanisme de **Technologie** et la création d'un Comité de Direction de Technologie Opérationnelle (TEC) correspond tout à fait au mandat de cette COP.

Malheureusement, les Etats-Unis ont bloqué les progrès dans les discussions sur TEC et CTCN et les négociateurs prévoient de botter en touche sur de nombreuses questions, comme l'organisation des rapports et les liens avec les mécanismes financiers. Ceci serait dangereux car cela laisserait trop de questions à régler en 2011. Le projet de texte ne contient pratiquement rien sur la création d'un cadre opérationnel pour un Développement des Compétences nouveau, radicalement renforcé, focalisé et intégré.

Les responsables doivent clarifier si les pays développés ont l'intention de prendre le **développement des compétences** sérieusement (c-à-d au même titre que la finance et la technologie) ou s'ils se satisfont de le laisser de côté avec quelques miettes dans un coin.

Sur le **transport international**, la COP doit guider l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile (OACI) et l'Organisation Maritime Internationale (OMI) à prendre des mesures effectives pour réduire les émissions rapidement, créer un cadre pour que ces secteurs puissent contribuer équitablement au financement de la réduction des émissions et de l'adaptation dans les PED et éviter toute incidence nette sur les PED.

En ce qui concerne **l'adaptation**, une décision à Cancun doit lancer le comité qui supervisera les dispositions techniques et coordinatrices pour l'adaptation dans le cadre de la Convention.

De plus, des mesures compensatrices n'ont pas leur place dans l'agenda de l'adaptation.

- suite page 2